

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N° DREAL-BFC-25-RN57-A36-DVC-GIREST)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État - Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation - Direction
Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-
Franche-Comté

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement de Bourgogne-Franche-Comté représentant du pouvoir adjudicateur par
arrêté de délégation en vigueur à la date de signature du marché

Objet du marché

RN57 – Aménagement à 2 × 2 voies de la RN 57 entre l'A36 et Devecey
Travaux de réhabilitation du giratoire Est à Devecey.
Référence PLACE : **DREAL-BFC-25-RN57-A36-DVC-GIREST**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	5
1-4. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité....	7
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-6. Dispositions générales.....	8
1-7. Clauses de réexamen du marché public.....	12
1-8. Ordres de service.....	12
1-9. Propriété intellectuelle.....	12
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	12
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	14
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	14
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	14
3-3. Variation dans les prix.....	20
3-4. Modalités particulières de paiement.....	21
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	22
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	22
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	22
4-1. Délai de réalisation.....	23
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	23
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	23
4-4. Autres pénalités.....	23
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	28
5-1. Retenue de garantie.....	28
5-2. Avances.....	29
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	29
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	29
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	30
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	30

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	30
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	30
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	30
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	31
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	31
7-4. Piquetage général.....	31
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	31
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	31
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	31
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages.....	32
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	33
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	33
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	34
8-6. Registre de chantier.....	34
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	34
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	34
9-2. Réception.....	35
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	35
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	35
9-5. Documents fournis après exécution.....	35
9-6. Délai de garantie.....	36
9-7. Garanties particulières.....	36
ARTICLE 10. RESILIATION.....	38
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	39
ARTICLE 12. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	39
12-1. Conseiller Environnement.....	39
12-2. Cadre réglementaire.....	40
12-3. Correspondant Environnement.....	41
12-4. Contrôles des dommages causés à l'environnement et aux tiers.....	41
ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	42

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Dans tout ce document, le représentant du maître d'ouvrage est désigné par l'abréviation
« RMO ».*

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Ce marché est relatif à des travaux routiers pour la réhabilitation du giratoire Est de l'échangeur Nord dans le cadre de l'opération de mise à 2 × 2 voies de la RN57 entre l'autoroute A36 et Devecey.

Les travaux comprennent les travaux de prescriptions générales, dégagement des emprises, terrassements généraux, assainissement, chaussées, signalisation horizontale, signalisation verticale de police et directionnelle, balisage et signalisation temporaire.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Communes de Châtillon-le-Duc et Devecey dans le département du Doubs (25).

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 1 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché ne comporte ni de tranches ni de lots.

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial. La transmission des demandes par voie électronique sera privilégiée, en veillant bien à la validité des signatures électroniques selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.2. Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est :

EGIS Villes & Transports

Représenté par le chef de projet Monsieur Alexandre LEFEBVRE

165, avenue de la Marne – CS32005

59702 Marcq-en-Baroeul Cedex

Il est chargé d'une mission comprenant :

L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;

Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, la totalité des études de synthèse et le devis quantitatif détaillé (EXE) ;

L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;

La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

1-3.3. Contrôle technique

Sans objet

1-3.4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Le coordonnateur SPS est :

M. Nicolas ROY.

4, routes de Courtefontaine

39700 Salans

nicolas-roy-csps@orange.fr

Tél : 03.84.80.11.96.

1-3.5 Autres intervenants

Le Conseiller Environnement est :

SEGED – Agence de Lyon

Immeuble « Le Baraban »

4, rue St Sidoine

69003 LYON

Tél : 04.37.56.11.07 - Fax : 04.94.69.49.57

1-3.6. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

- Le chef du Service Transports Mobilités (STM) ou son adjoint pour assumer les fonctions suivantes :
- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP (CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects (CCAG art. 3.6.2.6)
- La validation, auprès du maître d'œuvre, des prix provisoires (CCAG art. 3.8.1 et 13.4)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations (CCAG art. 11.6)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre (CCAG art. 12.2.2)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général (CCAG art. 12.4.2)
- La réception du décompte général (CCAG art. 12.4.4)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail (CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2)

1-3.7. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réel.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai (s), celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir dès l'accusé de réception par le titulaire et/ou le mandataire du groupement dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre.

1-4. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.18 du présent CCAP.

Sites sensibles

Sans objet.

RGPD (règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas, pour le titulaire, l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans

son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.19 du présent CCAP.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000,00 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000,00 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y/compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire

Les entreprises titulaires justifieront de leur police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de leur société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française d'Assurance (FFSA) comportant au minimum un plafond de garantie :

- à hauteur de 1 000 000 € par sinistre, pour les entreprises titulaires ;
- à hauteur de 300 000 € pour les autres entreprises.

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du Code Civil.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer la souscription ou de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) fourniront une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-6.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que le chantier s'inscrit dans un contexte environnemental sensible et que le maître d'ouvrage souhaite une prise en compte optimale de l'environnement dans la gestion et l'organisation du chantier.

L'entreprise devra avoir pour objectif majeur, lors de toutes les phases de travaux, de supprimer tout risque de pollution du site et de préserver les abords du chantier dans leur état naturel.

Le chantier fait l'objet d'une mission de Coordination Environnement, et un conseiller environnement a été désigné par le Maître d'ouvrage pour toute l'opération.

Des pénalités pour non-respect des exigences environnementales du maître d'ouvrage sont prévues dans le présent CCAP.

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-7. Clauses de réexamen du marché public

Sans objet.

1-8. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

Les ordres de service entre le titulaire, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre seront transmis sous forme dématérialisée par voie électronique via la messagerie sécurisée de la plate-forme des achats de l'État (PLACE) avec avis de réception électronique (horodatage certifié).

Les modalités de coopérations entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

1-9. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi composé des fascicules suivants et de ses annexes :
 - Annexes :
 - Vue en plan
 - Définition des travaux à réaliser
 - L'arrêté Loi sur l'Eau 2010/DDT/n°2010-0712-05016 du 7 décembre 2010
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires
- Le détail estimatif (DE) ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.)
- Plan d'assurance de la Qualité (SOPAQ)
- Plan de respect de l'environnement (y compris SOGED)
- La décomposition des prix forfaitaires
- Le sous-détail des prix unitaires

Par ailleurs, le titulaire doit respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables au jour de la réalisation des prestations, et notamment :

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.-Travaux) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par arrêté du 30 mars 2021 NOR : ECOM2106871A (paru au journal officiel [JORF n°0078 du 1 avril 2021](#)) et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil.
- L'instruction interministérielle sur la signalisation routière introduit par l'Arrêté du 7 juin 1977 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des textes qui l'ont modifié (9 parties).
- Signalisation temporaire (SETRA) :
 - volume 1 – Manuel du Chef de Chantier – Routes bidirectionnelles (Edition 2000),
 - volume 4 – Guide technique – Les alternats (Edition 2000),
 - volume 5 – Guide technique – Conception et mise en œuvre des déviations (Edition 2000).
- Code du travail et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- Ainsi que l'ensemble des normes citées dans le cahier des clauses techniques particulières.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES **VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

Le contenu des prix est fixé dans le bordereau des prix unitaires et forfaitaires.

Les prix du marché sont en euros et ne varient pas en cas de variation de change.

Les travaux faisant l'objet du marché seront réglés par application de prix mixtes : forfaitaires et unitaires selon les stipulations du bordereau des prix.

S'agissant des prix unitaires, ils seront appliqués aux quantités réellement exécutées, constatées contradictoirement entre le maître d'œuvre et le titulaire (cf. article 11 du CCAG travaux), dans les conditions du 2 du présent document, relatif au détail estimatif.

Le titulaire supporte l'intégralité des dépenses relatives aux réparations des dégradations de toutes natures causées à toutes les voies privées ou publiques par les transports effectués à l'occasion des travaux en dérogation de l'article 34-1 du C.C.A.G. Travaux pour les voies publiques.

3-2.1. Prix du marché

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte que sont réputés inclus dans le prix du marché, les dépenses, frais et marges prévus à l'article 9,1 du CCAG Travaux ; les accords internes entre entreprises, en cas de groupement, devront régler leur répartition éventuelle et leur modalité de gestion ;
- En tenant compte de toutes sujétions nécessaires à la levée des réserves ;
- En tenant compte de la réglementation du Code du travail en matière de sécurité et de protection de la santé et en particulier des prescriptions ou dispositions prévues dans le Plan Général de Coordination établi par le Coordonnateur de sécurité ;
- En tenant compte que l'ensemble des travaux et prestations énumérés dans les documents joints au dossier de consultation des entreprises représentent l'ensemble des prestations dues par l'entrepreneur dans le bordereau des prix. Les prix forfaitaires et unitaires comprennent les fournitures et les façons, tout le matériel nécessaire à l'exécution des travaux, les transports par tous les moyens et à toute distance, le ravitaillement, les frais de déplacement ou de logement de la main d'œuvre déplacée s'il y a lieu, les conséquences des arrêts dus aux intempéries, etc. ;
- En tenant compte que les conséquences de défaillances éventuelles des co-traitants ou sous-traitants sont incluses dans les prix du marché ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures prises pour l'insertion par l'activité économique.
- En tenant compte des sujétions listées au chapitre « Protection de l'environnement » du présent CCAP, ainsi que les dépenses de remise en état des ouvrages à la fin des travaux, législation et contraintes locales imposant d'éventuelles restrictions ou obligations en matière de pollution atmosphérique, sonore, pollution des eaux et de gestion des déchets. Il est précisé à ce titre qu'un agent de l'entreprise sera chargé de la mise en place du Plan de Respect de l'Environnement (PRE) et du suivi de ce plan tout au long du chantier. La mission de cet agent (Correspondant Environnement) est définie à l'article « Protection de l'environnement » du présent CCAP.
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les valeurs suivantes (intensité ou durée limite) :

Nature du phénomène	Intensité limite	Tâches
Précipitations	Pluies intermittentes dont les intensités cumulées seront supérieures à dix millimètres (10 mm) pendant une durée de vingt-quatre heures (24h) englobant les heures ouvrées de la journée.	Terrassements
	< -5°C	Réalisation des bétons
Température	< 0°C	Réalisation des ferrillages et des coffrages
	< +5°C	Application des enrobés
Vent	72 km/h	Toutes opérations de levage et de manutention
Neige	Neige persistante pendant plus de six heures (6h) pendant une journée de travail.	Toutes activités

L'entrepreneur doit fournir toutes les justifications nécessaires à ce sujet, dont la copie des relevés émanant des services météorologiques les plus proches du chantier. Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de BESANÇON.

Il est également tenu de faire constater l'arrêt des travaux par le Maître de l'ouvrage ; en l'absence de constat dûment signé, les journées d'intempéries ne seront pas retenues pour la prolongation du délai d'exécution.

Le décompte des journées d'intempéries sera tenu de la façon suivante :

- ✓ Une journée sera comptabilisée en intempérie lorsque, d'une part, elle répondra aux critères mentionnés au tableau ci-dessus et, d'autre part, elle entraînera un arrêt de tous les postes de travail ou d'un poste de travail situé sur le chemin critique du programme des travaux,
- ✓ La signature par le Maître d'œuvre des feuilles de déclaration pour la caisse des intempéries ne vaut donc pas acceptation de prolongation de délai,
- ✓ Les décomptes pourront être établis par demi-journées,
- ✓ Les journées d'intempéries ne sont pas décomptées pendant la durée de la période de préparation ni pendant la période neutralisée ; les samedis, dimanches, jours fériés ou chômés ne sont pas pris en compte pour la détermination des intempéries,
- ✓ Une journée d'intempérie ne sera prise en compte par le Maître d'œuvre que si les travaux correspondants ont effectivement été arrêtés et ce, au prorata du nombre d'ateliers de production effectivement arrêtés.

✓ Il y a 4 jours d'intempéries théoriques prévisibles (inclues dans le délai global).

Par dérogation à l'article 17.3 du CCAG, les phénomènes naturels imprévisibles et les cas de force majeures y compris les intempéries ne seront pas susceptibles de donner lieu à une indemnisation par le maître de l'ouvrage, en cas d'arrêt, de pertes, d'avaries, de dommages provoqués sur le chantier.

- En tenant compte des dépenses relatives aux réparations des dégradations de toutes natures causées à toutes les voies privées ou publiques par les transports effectués à l'occasion des travaux

Le titulaire devra à cet effet se rapprocher des services techniques compétents (Communes, Conseil départemental, ...) ou des particuliers pour déterminer avec eux les

conditions d'utilisation, d'entretien et de remise en état de ces routes. Il fera établir un procès-verbal d'état des lieux initial et obtiendra un quitus en fin de travaux de la part du gestionnaire de voirie.

- En tenant compte de toutes les autorisations administratives à obtenir (établissements et installations classées, ouvertures de carrières, arrêtés préfectoraux liés à la protection de l'environnement, aux travaux sous circulation publique, ...).
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des travaux ci-après :
 - Déplacements de réseaux,
 - Tous travaux conjoints engagés par les collectivités territoriales ou par l'État.
- En tenant compte des sujétions de toutes natures imposées par la réalisation des mesures, essais et contrôles prévus au CCTP, qu'ils soient effectués par l'Entrepreneur ou par le contrôle extérieur.
- En tenant compte des sujétions générales suivantes :
 - Protection des eaux souterraines et de ruissellement contre les pollutions,
 - Présence des réseaux enterrés et aériens existants,
 - Exécution de tous les ouvrages provisoires nécessaires, en phases intermédiaires, à la réalisation des travaux prévus au marché, même s'ils ne sont pas explicitement désignés dans les prix,
 - Mise en place et entretien des signalisations réglementaires et des dispositifs de sécurité sur toutes les catégories de voies donnant l'accès sur le site des travaux.
 - Emprunt des pistes de chantier par d'autres entreprises notamment dans le cadre des travaux simultanés décrits ci-dessus,
 - Impossibilité d'emprunt de voies publiques ou d'effectuer des travaux sur le réseau routier national lors des périodes dites « hors chantier » telles que définies et publiées annuellement par les services de l'État.
 - Utilisation des pistes de chantier par des riverains non désenclavés par ailleurs,
 - Maintien des itinéraires d'accès,
 - Travaux par phases aux raccordements avec les voiries existantes
 - Sujétions particulières destinées à assurer la sécurité et la protection des chantiers et des personnes du fait de la proximité de voies publiques maintenues sous circulation,
 - Sujétions particulières destinées à assurer la sécurité des personnes lors des travaux de terrassement et de fouilles du fait de la présence de cavités sur les sites des travaux (effondrements potentiels).
 - Présence de nappe phréatique et les frais de pompages éventuels.
 - Demande du maître d'ouvrage d'avoir une organisation de chantier unique, avec un directeur de travaux affecté à 100 % au chantier, ayant délégation sur l'ensemble des moyens attribués au chantier
 - Contraintes géotechniques fortes détaillées au dossier de consultation des entreprises, nécessitant des moyens de terrassements adaptés et un suivi géotechnique très fin et quotidien
 - Emprises et lieux de dépôt limitées aux plans annexés au CCTP
- En tenant compte des sujétions et contraintes particulières suivantes :
 - Contraintes définies au CCTP. À ce titre, les prix sont établis en tenant compte notamment de tous les frais et sujétions du fait des travaux à exécuter à proximité immédiate de la circulation publique, certains de ces travaux étant éventuellement à exécuter de nuit, du fait également de la présence de réseaux pour lesquels le titulaire sera tenu de prendre toutes les mesures conservatoires qui s'imposeront en étroite concertation avec les concessionnaires,

- Contraintes liées aux conditions climatiques (intempéries),
- Sujétions et contraintes de sauvegarde des ouvrages existants et des ouvrages construits hors marché,
- Présence, pendant la durée du chantier, d'un Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé,
- Présence, pendant la durée du chantier, d'un agent chargé de sécurité ainsi que de la signalisation interne du chantier.

Sont réputés inclus dans les prix tous les faux frais de l'entreprise et, en particulier, ceux énumérés ci-après dont la liste ne présente aucun caractère limitatif :

- ✓ Frais de tirage de documents d'exécution,
- ✓ Droits de brevets,
- ✓ L'évacuation de gravats et déchets de toute nature provenant des travaux,
- ✓ Frais d'entretien des ouvrages pendant toute la durée du chantier,
- ✓ Frais de pompage pour arrosage des plates-formes, etc.

3-2.2. Prestations fournies au titulaire

Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Règlement des prestations

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

3-2.4. Décomposition et sous-détails des prix

Avant la fin de la période de préparation, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires ;

3-2.5. Modalité du règlement des comptes du marché

Les projets de décomptes seront présentés conformément au modèle qui sera fourni au Titulaire par le Maître d'œuvre.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire une gestion automatisée du marché à l'aide de son matériel informatique, dans ce cas :

A. Décomptes et acomptes mensuels :

le calcul des décomptes et des acomptes est réalisé par un système de gestion informatique des marchés (GAMMA), sur lequel le Titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du représentant de la Maîtrise d'Œuvre,

la gestion des avants-métrés et des métrés est réalisée par un système informatique de gestion prévisionnelle des quantités et de gestion des métrés sur lequel le Titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du représentant de la Maîtrise d'Œuvre. Les avants-métrés et les métrés du Titulaire sont présentés impérativement dans le fichier source dont le modèle sera fourni par le Maître d'œuvre.

Les quantités mensuelles proposées seront renseignées par l'Entrepreneur et seront portées par lui-même sur un fichier informatique qui lui sera transmis par le Maître d'œuvre. Ce dernier dispose de la possibilité de modifier les quantités qui lui paraissent inexactes ou erronées à tout moment. L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que la présente opération sera subdivisée en ouvrages de gestion et que toute proposition de quantité devra être obligatoirement décomposée selon ces ouvrages de gestion. Le découpage en ouvrage de gestion sera communiqué à l'entrepreneur au début de la période de préparation.

Par dérogation à l'article 12.1.1. du CCAG le 20 de chaque mois au plus tard, le Titulaire remet au Maître d'Œuvre un projet de décompte établissant le montant total, arrêté au 20 du mois en cours, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

L'entrepreneur procédera aux saisies (dans le fichier source dont le modèle sera fourni par le Maître d'œuvre) des quantités mensuelles estimées et constatées (correspondant aux avant métrés ou métrés) par prix unitaire et par ouvrage de gestion technique selon le découpage fourni par le Maître d'œuvre. **Les projets de décomptes présentés devront comporter un minimum de 80% de quantités constatées et dûment justifiées en montant cumulé depuis le début des travaux (plans, métrés, calculs,...). Dans le cas contraire, le décompte sera rejeté par le maître d'œuvre et sera jugé irrecevable.**

Il est rappelé que l'ensemble des avant-métrés devront être remis avant la fin de la période de préparation.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GAMMA indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GAMMA. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du

CCP, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'oeuvre : EGIS VILLES & TRANSPORTS : 49333442900591 - Code service : Cellule Gestion de Marchés
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours à compter de la réception de la totalité des pièces nécessaires au traitement de la situation (garantie bancaires, attestations à paiement direct sous-traitant conformes, quitus des sous-traitants conformes etc...)

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de bon de décompte par le maître d'œuvre.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont fermes actualisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4 du présent CCAP.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date de remise des offres finales.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix des index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de leurs structures pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est :

Index	Désignation des prix
TP01	Index général TP
TP03a	Grands terrassements
TP09	Fabrication et mise en œuvre des enrobés
TP10a	Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyau

Ces index sont publiés :

- sur le site internet de l'[INSEE](#) (rubrique recherche libre)

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Désignation des prix
TP01	Famille A, C et H
TP03a	Famille D
TP09	Famille G
TP10a	Famille F

L'actualisation des prix ne s'applique pas aux pénalités, aux primes, aux retenues et aux indemnités.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient d'actualisation C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule ci-après, sous réserve que la date de commencement d'exécution du marché soit postérieure de plus de 3 mois au mois d'établissement des prix :

$$C_n = I_{d-3} / I_0$$

avec I_0 = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix (m_0) ;

I_{d-3} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de la date de commencement

d'exécution du marché moins 3 mois.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;

- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le maître d'œuvre et à un accord du maître d'ouvrage.

Ces prix provisoires sont rendus définitifs par avenant.

3-6. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un acte modificatif (avenant ou décision de poursuivre) signé par le RMO .

Cet acte modificatif précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Plafond des pénalités pour retard d'exécution : par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du marché.

Pour rappel, les pénalités n'étant pas soumises à la TVA, les montants indiqués sont hors taxes (HT).

4-1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Toutes les pénalités indiquées dans le document sont calculées sur le montant hors taxe des prestations.

Les pénalités sont cumulables et ne libèrent pas le titulaire des sanctions, amendes et frais d'indemnisation de tiers qui pourraient lui être infligés par les autorités compétentes pour non-respect des dispositions légales.

Les pénalités ci-dessous sont applicables pour chaque délai tel qu'énoncé à l'acte d'engagement.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19-2. du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des travaux, il pourra être fait application, sans mise en demeure préalable, et du simple fait de la constatation par le maître de l'ouvrage, d'une pénalité par jour calendaire de retard de trois mille euros (**3000 €**).

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

À la fin des travaux, dans le délai de 15 jours calendaires comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Par dérogation de l'article 34 du CCAG, tous dégâts occasionnés par l'entrepreneur aux voies publiques et privées ou à leurs dépendances seront réparés par ses soins et à ses frais. Ils seront soumis au délai prescrit par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur remettra au maître d'œuvre un document de suivi des opérations de remise en état des lieux et du nettoyage final.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

Dans le délai de 3 jours calendaires à compter de la date de notification de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard de plus de 3 jours calendaires, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37.2 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 500 €.

4-4.2. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution (de type PAQ, écobilan environnemental, fiche produits, certificat NF, CE ou agrément de chacun des composants,...) telle qu'elle est prévue à l'article 9-5 du présent CCAP, une retenue sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG sur les sommes dues au titulaire. Le montant de cette retenue est fixée à **100 €**. Le délai mentionné au 19.3 du CCAG court à compter du premier jour de retard vis-à-vis de la fin du délai d'exécution.

4-4.3. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1 000 €.

4-4.4. Rendez-vous de chantier et réunions spécifiques

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 1 000 €, sauf excuses notifiées avant l'heure fixée ou sur excuses justifiées par cas de force majeure.

L'absence des entreprises à toute réunion spécifique pour laquelle une convocation leur a été adressée (CISSCT par exemple) donnera lieu à une pénalité fixée à 1 000 €, sauf excuses notifiées avant l'heure fixée ou sur excuses justifiées par cas de force majeure.

4-4.5. Clauses sociales

Sans objet.

4-4.6. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.7. Exploitation du domaine public ou privé

Le titulaire est tenu de procéder à tous les nettoyages et balayages (haute pression) nécessaires pour maintenir la circulation dans les meilleures conditions.

À tout moment du chantier, les nettoyages et balayages doivent être réalisés dans les 4 heures suivant la demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

Une pénalité de mille euros (1000 €) par heures de retard constatée pour non-respect de cette disposition pourra être appliquée au titulaire du présent marché par infraction constatée.

4-4.8. Pénalités pour non-respect de la signalisation

En cas de manquement constaté par le Maître d'œuvre ou l'exploitant des voies concernées, le titulaire pourra subir une pénalité de mille euros (1000 €) par manquement constaté à ses obligations de mise en œuvre, de maintenance (surveillance, remplacement, nettoyage, ...) de la signalisation des déviations d'itinéraires, de la signalisation de chantier et des chaussées aux entrées et sorties de chantier ainsi que sur les itinéraires d'accès à celui-ci.

4-4.9. Pénalités relatives à la Sécurité et Protection de la Santé

Une pénalité de mille euros (1000 €) par jour calendaire pour non-respect des consignes de sécurité fixées au CCAP ou pour signalisation non conforme sera appliquée au titulaire du présent marché par infraction constatée et appliquée sur proposition du coordonnateur ou du maître d'œuvre.

Une pénalité de deux cent euros (200 €) par jour calendaire sera appliquée au titulaire du présent marché pour non remis du PPSPS, sept jours avant le démarrage de la phase de travaux.

4-4.10. Pénalités relatives à la propreté et l'hygiène

Une pénalité de mille euros (1000 €) par cuve ou fût sera appliquée pour stockage d'hydrocarbure (>50 L) sans mise en place de dispositif de rétention.

Une pénalité de mille cinq cent euros (1500 €) par vidange sauvage effectuée directement sur le sol.

Une pénalité de cinq cent euros (500 €) par poubelle manquante et par jour calendaire au niveau de chaque installation de chantier.

4-4.11. Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

En cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé (articles L 8221-3 à 8221-5 du code du travail) et après mise en demeure non suivi d'effet, le pouvoir adjudicateur peut appliquer les pénalités indiquées ci-dessous ou peut résilier le contrat, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités applicables est égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du code du travail.

4-4.12. Pénalité liée à la justification des prix de travaux modificatifs

Le titulaire est tenu de produire les justifications de prix d'ouvrages non prévus dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la demande formulée par le maître d'œuvre. Cette demande pourra être formulée par simple mail ou dans un compte rendu, sans forcément être formulée par ordre de service. Une pénalité de cinq cent euros (500 €) par jour calendaire de retard pourra être appliquée au titulaire pour non remise des justifications dans le délai fixé.

4-4.12. Pénalité pour non remise des avant-métrés

L'ensemble des plans d'exécution devront être réalisés pendant la période de préparation. Les plans indice 1 « bon pour exécution » devront être accompagnés systématiquement des avant-métrés associés et de l'avis du contrôle externe pour pouvoir être visés par le MOE. En l'absence de ces éléments, la procédure de VISA du MOE ne pourra avoir lieu.

La non transmission des avant-métrés et avis du contrôle externe accompagnant le plan correspondant entraînera l'application d'une pénalité de **500** euros par document et par indice.

Si des avant-métrés sont encore manquants à la fin de la période de préparation, il sera appliqué une pénalité supplémentaire de **1000 euros** par jour calendaire de retard.

4-4.13. Pénalités liées au non-respect de l'environnement

Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories :

- les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement,
- les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables,
- les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes.

Ci-après figure la liste non exhaustive des infractions par catégories :

Les pénalités suivantes pourront être appliquées pour non-respect volontaire ou par négligence des prescriptions environnementales.

a) Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement :

- ✓ non-respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets) sans conséquence grave sur l'environnement,
- ✓ mauvaise organisation de la gestion des déchets sur le chantier (tri sélectif, stockage, traçabilité...),
- ✓ mauvaise organisation de la circulation des engins entraînant une perturbation du trafic,
- ✓ jours d'absence du Chargé Environnement de l'entreprise et absence non justifiée à une réunion.

Pour chaque infraction constatée, l'entrepreneur dispose d'un délai de quarante-huit heures (48h) de mise en conformité sous peine de renouvellement de pénalité.

La pénalité encourue est de cinq cent euros (500 €) par cas constaté.

b) Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables :

- ✓ nettoyage du chantier et de ses abords insuffisant,
- ✓ pénétration des engins dans les zones interdites et non-respect des limites d'emprises préservées,
- ✓ émission de poussières ou d'odeurs sans mise en place de dispositifs réducteurs,
- ✓ dépassement des seuils de bruit des chantiers autorisés et non-respect des horaires de travail autorisés par la réglementation,
- ✓ rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques sur le chantier, dans les eaux superficielles ou dans le sol,
- ✓ stockage d'hydrocarbures et de tout autre produit polluant sans mise en place de dispositif de rétention étanche,
- ✓ coupe de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du maître d'oeuvre et du s environnement.

La pénalité encourue est de deux mille euros (2 000 €) par jour calendaire ou par cas constaté.

c) Les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes :

- ✓ élimination des déchets du chantier selon des filières non autorisées ou inadaptées,
- ✓ rejet d'hydrocarbures ou de produits toxiques dans les eaux superficielles entraînant une mortalité de poissons ou atteinte à la nappe souterraine,
- ✓ destruction d'espèces animales ou végétales protégées et de milieux à fort intérêt.

La pénalité encourue est de dix mille euros (10 000 €) par cas constaté.

L'entrepreneur informe dans les plus brefs délais le maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage et le conseiller environnement de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

L'entrepreneur remédie à ses frais et risques dans les plus brefs délais à toutes les atteintes portées à l'environnement en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers.

Il applique une retenue égale à ce montant sur la première demande de paiement suivant le dommage et les suivantes si nécessaires.

Cette retenue est restituée à l'entrepreneur dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la preuve que tous les dommages causés à l'environnement ont été réparés, et dans le cas où une autorité doit être contactée (ex : pollution d'un cours d'eau...), que cette autorité a donné son accord sur les remèdes apportés par l'entrepreneur.

Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale de l'entrepreneur.

4-4.14. Pénalité pour non-remise du sous-détail des prix

En cas de non remise du sous-détail des prix complété par le titulaire dans le délai contractuel (soit à la fin de la période de préparation), l'entrepreneur encourt une pénalité de cinq cent euros (500 €) par sous-détail des prix manquant, par jour calendaire de retard.

4-4.15. Autres pénalités susceptibles d'être appliquées

NATURE DES TRAVAUX	MOYENS DE RÈGLEMENT	EXIGENCE	PÉNALITÉ PAR SENS
Défaut du profil en travers	Règle des 3 ml	< 5 mm / 3 ml	500 € par mètre linéaire défectueux
Défaut du profil en long	Levé de points	< 5 mm / 3 ml	500 € par profil défectueux
Non-respect des points altitude du projet	Levé de points	+ ou – 2 cm	200 € par m² de défaut
Non-respect de la géométrie (devers, courbes, etc) ou de l'assainissement imposé	Constat du contrôleur	Respect du plan des travaux du maître d'œuvre	5 000 € par défaut constaté
Non-respect des épaisseurs des couches de structure de chaussée ainsi que la couche de forme	Sondage	+ ou – 1 cm quelques soient les couches sauf pour la couche de roulement qui sera appliqué + ou – 0,5 cm	500 € par ml non-conforme et par couche
Mise en oeuvre d'une couche supérieure (PST, couche de forme, couche de réglage, couches de chaussées, ..) sans levée par le MOE du point d'arrêt sur la couche inférieure			1000 € par défaut constaté
Non-respect des compacités	Mesure de la masse volumique au Nucléodensimètre	CCTP	500 € par m² pour une couche bitumineuse 300 € par m² pour une couche granulaire Pour chaque m² non conforme sera considérée toute la largeur

			de la voie
Défaut de portance de la couche de forme	Déflexion	CCTP	Toutes zones identifiées et pris sur la largeur de la voie 100 €/ml
	Carottages	CCTP	Toutes carottes ne respectant pas les résistances en traction ou en compression 1 500 € par défaut constaté
Défaut de structure de chaussée	Carottages	+ ou – 1 cm	500 € / sondage non conforme constaté

4-4.16 Journaux de chantier :

La transmission des journaux de chantier de la semaine N devra intervenir au plus tard en fin de semaine N+1. Tout retard dans la transmission des journaux de chantier entraînera des pénalités à hauteur de 500 euros HT par jour calendaire

4-4.17. Pénalité pour non-respect des contraintes du CCTP

Une pénalité par jour calendaire de retard de 1000 euros HT sera appliquée pour chaque constat de non-respect des contraintes au CCTP et ne faisant pas déjà l'objet d'une pénalité déjà définie dans le présent CCAP.

4-4.18. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1 000 €**.

4-4.19. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1 000 €**.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements. Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens de l'article R.2191-33 du CCP, ce taux est réduit à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché. En cas d'actes modificatifs, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5-2. Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage de 10 % du montant initial TTC du marché.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement..

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'oeuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Aucune carrière ni lieux d'emprunt ne sera mis à disposition gratuitement dans le cadre du présent marché.

Dans le cas de matériaux d'apport le titulaire devra faire valider la provenance et les caractéristiques des matériaux qu'il souhaite utiliser. Ces matériaux devront être conformes aux prescriptions du CCTP.

Le titulaire devra intégrer dans ces prix l'approvisionnement de matériaux provenant de lieux d'emprunts.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.5 du CCAG, la fabrication d'éléments témoins est rémunérée au titulaire.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerá avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du

projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du téléservice et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

7-4. Piquetage général

Le piquetage général a déjà été effectué en totalité.

Toutefois, le titulaire devra prévoir, le cas échéant, la réalisation de piquetages complémentaires.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, devra être effectué et intégré dans prix de piquetage spécifique.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du titulaire :
 - Elaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;

- Elaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Etablissement et mise au point du SOPRE et du SOGED, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 10 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Par dérogation à l'article 28.2.2 2^{ème} alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- des dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits, etc.).
- Etablissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation
- La fourniture de l'ensemble des avant-métrés du chantier.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

8-2. Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Les fichiers informatiques seront transmis dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

Les plans BPE et tous les documents techniques validés sans observations par le MOE devront être mis à disposition en format papier sur les installations de chantier.

L'entrepreneur devra mettre à disposition du Maître d'œuvre dans les installations de chantier un bureau avec un traceur et imprimante y compris consommables pour pouvoir lui permettre d'imprimer des documents en cas de besoin.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Aucune facilité n'est accordée au titulaire pour l'installation et l'entretien de chantier.

Le titulaire assurera l'installation de chantier conformément au CCTP, son repli et plus particulièrement :

- La signalisation et le balisage du chantier ;
- Les dispositions communes de sécurité de chantier.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Les stockages de matériaux se feront dans l'enceinte du chantier sous la responsabilité de l'entreprise, qui prendra toutes dispositions pour éviter les vols ou dégradations des stocks. Les stocks sur site seront limités aux besoins du chantier.

Le titulaire devra mettre en place un gardiennage du chantier.

8-4.3. Sécurité et hygiène des chantiers

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du service ci-après : DIR EST pour la RN57, CD 25 pour la RD108.

Sur la RN57, la signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée par le titulaire sur la base des DESC qu'il aura produits et qui auront été validés par la DIR pour l'obtention des arrêtés de circulation. Le titulaire sera responsable du maintien en bon état, de l'entretien et de la protection de la signalisation mise en place.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, et l'ensemble des textes qui le modifie ;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit. Dans cet

objectif, un numéro unique d'astreinte devra être mis en place et communiqué à la DIR Est.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant sur les parties du chantier sous circulation seront marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes. De plus, les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée sous circulation (notamment les véhicules mettant en place ou entretenant la signalisation provisoire) doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, 8ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite et d'intervention sur une partie du chantier sous circulation, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 devront être déployés pour avertir les usagers de la présence à proximité d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

8-6. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Par dérogation à l'article 41.1 du C.C.A.G.-Travaux, le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 15 jours calendaires à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

9-2.2. Réceptions partielles

Sans objet.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le titulaire doit remettre au Maître d'œuvre les documents conformes à l'exécution (DOE, spécifications de pose, notice de fonctionnement et d'entretien...), au plus tard à la date des opérations préalables à la réception.

Un exemplaire complet sous forme de fichiers informatiques sera également et simultanément transmis au coordonnateur SPS.

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

9-6. Délai de garantie

Le délai de garantie est fixé par l'article 44-1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG, le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie généré par la dernière réception permettant l'établissement du décompte final du marché.

Pendant la période de parfait achèvement, les désordres constatés seront signalés par ordre de service ou courrier en recommandé avec accusé de réception du maître d'ouvrage ; l'entreprise concernée devra obligatoirement intervenir dans un délai de 10 jours calendaires à compter de cette notification sauf accord contraire avec le maître de l'ouvrage.

Si, passé ce délai, l'entreprise n'est toujours pas intervenue, le Maître de l'Ouvrage pourra faire effectuer les travaux par une autre entreprise de son choix, aux frais et risques de l'entreprise défaillante et ce sans autre mise en demeure.

Est inclus au marché un contrôle sur site de la bonne tenue des ouvrages. Il aura lieu UN MOIS avant l'échéance de l'année de parfait achèvement de travaux. La date exacte en sera fixée par le Maître d'Ouvrage en accord avec l'entreprise, qui sera tenue d'être présente sur le site lors de ces contrôles.

9-7. Garanties particulières

9-7.1. Garantie particulière d'étanchéité

Sans objet.

9-7.2. Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

Sans objet.

9-7.3. Garantie particulière sur les enrobés

Les caractéristiques suivantes des enrobés mis en œuvre font l'objet d'une garantie particulière de trois (3) ans à partir de la date d'effet de la réception totale :

- nids de poule, départ en plaque, ressuage, pelage,
- ouverture des joints,
- fissuration et Intégrité de la couche de roulement,
- macrotexture,
- adhérence (PMT et CFT),
- collage,
- orniérage et hauteur d'eau.

Les modalités de contrôle à l'issue de la période de garantie ainsi que les seuils de tolérance sont précisés au CCTP.

Dans le cas où les tolérances ne sont pas respectées, le Titulaire réalisera des travaux de reprise tels que définis au CCTP.

La totalité du coût de ces travaux incombe au Titulaire y compris les coûts des travaux ou prestations connexes qui s'avéreraient nécessaires tels que par exemple la signalisation horizontale, des investigations ou mesures complémentaires, ou tous autres travaux rendus nécessaires par la réalisation des travaux de reprise en garantie.

Le délai de garantie des travaux de reprise devient le suivant :

- si les travaux ont lieu pendant les deux premières années, la garantie court jusqu'à la fin du délai de garantie initial,

si les travaux ont lieu la dernière année, les travaux font l'objet d'une garantie de parfait achèvement de un an.

9-7.4. Garantie particulière des bossages d'appareils d'appuis

Sans objet.

9-7.5. Garantie particulière des appuis néoprène frettés

Sans objet.

9-7.6. Garantie particulière d'étanchéité de tous les ouvrages de traitement des eaux et des ouvrages de collecte à l'air libre ou enterrés

Sans objet.

9-7.7. Garantie particulière des joints de chaussée et de trottoir des ouvrages d'art

Sans objet.

9-7.8. Garantie particulière de protection anticorrosion des structures et équipements métalliques des ouvrages d'art et d'écrans acoustiques

Sans objet.

9-7.9. Garantie particulière signalisation horizontale

Le Titulaire garantit la bonne tenue des produits de signalisation horizontale pendant un délai d'un an à partir de la date d'effet de la réception totale des travaux.

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais sur simple demande du Maître d'Ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés (notamment la remise en conformité des niveaux de rétroréflexion tels que demandés au CCTP), que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Dans le cas d'un repassage (pour respecter les niveaux de rétroréflexions demandés à 1 an), les frais de balisage seront à la charge du Titulaire.

9-7.9. Garantie particulière des constituants des équipements de signalisation et des panneaux mis en oeuvre

Le délai de garantie est fixé dans les conditions des droits d'usage NF pour les revêtements rétro réfléchissants. Pour les panneaux de signalisation le délai est fixé dans les conditions des droits d'usage NF (minimum 7 ans).

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

9-7.10. Garantie particulière sur les fixations et joints de montage des panneaux d'écrans acoustiques

Sans objet.

9-7.11. Garantie particulière relative aux écrans acoustiques

Sans objet.

9-7.12. Garantie particulière concernant les clôtures et grillages

Sans objet.

9-7.13. Garantie particulière des documents et données informatiques conformes à l'exécution

Le Titulaire garantit le Maître d'Ouvrage contre tout défaut dans les documents et données informatiques conformes à l'exécution pendant un délai de trois (3) ans à partir de la date d'effet de la réception totale des travaux.

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer sur simple demande du Maître d'Ouvrage toutes les corrections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés.

9-7.5. Autre(s) garantie(s) particulière(s)

Sans objet.

ARTICLE 10. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50-3.1 h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50,4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 12. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

12-1. Conseiller Environnement

Le Conseiller Environnement est nommé par le Maître d'Ouvrage et est chargé des missions de coordination.

a) Contenu de la mission

- la visite d'inspection commune préalable

- le contrôle du Plan de Respect Environnement (PRE)
- le suivi du déroulement du chantier en matière d'environnement

b) Autorité du Conseiller Environnement

Le Conseiller Environnement doit informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures et des obligations réglementaires en matière d'environnement.

En cas de danger grave et imminent menaçant l'environnement et le voisinage, le Conseiller Environnement doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

c) Moyens donnés au Conseiller Environnement

Le coordonnateur environnement a libre accès au chantier.

Le titulaire communique au coordonnateur environnement par l'intermédiaire du maître d'œuvre :

- le Plan de Respect de l'Environnement (PRE),
- tous les documents relatifs à l'environnement demandés par le coordonnateur environnement,
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang.

Le titulaire informe le coordonnateur environnement de toutes les réunions qu'il organise.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière d'environnement par le coordonnateur environnement.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur environnement sera soumis à l'arbitrage du Maître d'Ouvrage.

d) Plan de Respect de l'Environnement

Le PRE devra être établi conformément aux dispositions l'arrêté loi sur l'eau, ainsi que toutes les prescriptions d'ordre technique prévues au CCTP et ayant pour objet l'environnement et la protection de l'environnement.

12-2. Cadre réglementaire

Le titulaire s'engage à respecter les textes suivants :

- articles L.122-1 à L.122-11 du Code de l'Environnement (Evaluation environnementale),
- articles L.210-1 à 218-86 du Code de l'Environnement (Eau et milieux aquatiques),
- articles L.220-1 à L.229-24 du Code de l'Environnement (Air et atmosphère),
- articles L.300-1 à L.438-2 du Code de l'Environnement (Espaces naturels, faune et flore), et notamment article L.342-1 du Code de l'Environnement (Sites protégés abritant notamment des fossiles),
- article L.411-1 du Code de l'Environnement (Sites d'intérêt abritant notamment des fossiles ou des espèces protégées),
- articles L.511-1 à L.517.2 du Code de l'Environnement (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement),
- articles L.541-1 à L.541-50 du Code de l'Environnement (Déchets),
- article L.571-1 à L.571-26 du Code de l'Environnement (Prévention des nuisances sonores).
- articles L.510-1 à L.544-13 (Archéologie) et L.621-1 à L.643-1 (Monuments historiques, sites et espaces protégés) du Code du Patrimoine.

12-3. Correspondant Environnement

Le titulaire désigne un « Correspondant Environnement ».

Il possède une réelle expérience en matière de travaux et de protection de l'environnement.

Le Correspondant Environnement est, pour tout ce qui concerne la protection de l'environnement durant le chantier, l'interlocuteur du Maître d'œuvre et du Coordonnateur Environnement. Il doit être indépendant de la direction de travaux du chantier.

Il est rémunéré au titre de la mission environnement.

Le Correspondant Environnement peut être un salarié de l'entreprise titulaire (ou de l'un de ses co-traitants) ; il peut également être un sous-traitant du titulaire. Dans ce dernier cas, il est impérativement présenté à l'agrément du maître d'ouvrage dès l'offre.

Le Correspondant Environnement doit :

- constituer le Plan de Respect de l'Environnement (PRE) et le soumettre au coordonnateur environnement et au visa du maître d'ouvrage, via le maître d'œuvre,
- diffuser le PRE et en assurer l'information auprès du personnel de chantier (salariés des entreprises titulaires et sous-traitantes) et des prestataires extérieurs (fournisseurs, locataires...),
- informer le personnel de chantier de façon à le sensibiliser et le responsabiliser à la protection de l'environnement,
- participer avec le Maître d'œuvre et le Coordonnateur Environnement à l'information des riverains du chantier et des communes concernées,
- anticiper les problèmes environnementaux afin de faire évoluer le PRE. Toute mise à jour ou évolution fait l'objet d'un nouvel indice du PRE, soumise au visa du maître d'œuvre et au contrôle du Coordonnateur Environnement,
- coordonner les actions immédiates en cas de pollutions accidentelles de façon à limiter leur propagation et alerter, selon la gravité, les services extérieurs, le maître d'œuvre, le Coordonnateur Environnement et selon le cas le coordonnateur SPS,
- assurer le contrôle externe en matière d'environnement en veillant à l'application des règles énoncées dans le PRE et en vérifiant les niveaux de pollutions (air, bruit, déchets, eau),
- coordonner les actions correctives en cas d'écart constaté au PRE : le Correspondant Environnement avise simultanément la direction du chantier, le maître d'œuvre et le coordonnateur environnement de l'écart au PRE. Il établit une fiche d'anomalie puis une fiche d'action corrective qu'il soumet simultanément à la direction du chantier, au maître d'œuvre et au coordonnateur environnement ; il coordonne la mise en œuvre des dispositions prévues par cette fiche.

Un état des lieux sera effectué avant les travaux entre le Correspondant Environnement, le Maître d'œuvre et le Conseiller Environnement. Un état des lieux sera également effectué après travaux, à l'issue duquel l'entrepreneur devra réparer les dégradations éventuelles constatées dans les quinze jours.

12-4. Contrôles des dommages causés à l'environnement et aux tiers

Les contrôles seront mis en place par le Correspondant Environnement et consisteront à des :

- contrôles des pollutions atmosphériques (circulation, transports de matériaux, brûlage, stockage de déchets, utilisation de produits volatils, engins de chantier...)

- contrôles des niveaux sonores (circulation des engins, battage des glissières, engins à procédé vibrant, horaires de chantier...)
- contrôles de la gestion des déchets
- contrôles de la qualité des eaux (pompage d'eau superficielle ou souterraine)
- contrôles de la protection de la nature (stockage de carburant, circulation des engins, ravitaillement...)

Il est précisé que l'entreprise s'engage :

- à ce que l'expert de son assurance passe dans un délai maximum de trois mois à compter de la notification de la réclamation d'un tiers sur les lieux du sinistre,
- à régler cette réclamation dans le délai maximum de six mois à compter de sa notification
- soit par indemnisation du tiers
- soit par lettre motivant le refus d'indemnisation

Le non-respect de chacun de ces délais entraînera pour chacun des dossiers de réclamation l'application d'une pénalité de cent euros (100 €) par jour calendaire de retard.

ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-3.7	Déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.1	déroge à l'article	34-1 du CCAG
CCAP 3-2.1	déroge à l'article	17.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	19.2.1 et 19.2.2 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge aux articles	19.2 du CCAG
CCAP 4-4.1	déroge à l'article	34 du CCAG
CCAP 6-3	déroge à l'article	24.7 et 24.5 du CCAG
CCAP 8-1	déroge aux articles	28.2.2 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge aux articles	34.1 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge aux articles	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1 du CCAG
CCAP 9-5	déroge à l'article	40.1 du CCAG
CCAP 9-6	déroge à l'article	42.3 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG
AE 3-1	déroge aux articles	28.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes